



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE AUSTRALE

Une publication du SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE PRETORIA

N°34 – 19 au 25 août 2022

Au programme cette semaine :

- **Afrique du Sud** : Le chômage recule à nouveau au second trimestre 2022
- **Afrique du Sud** : Le câble sous-marin de Google arrive en Afrique du Sud
- **Angola** : Les premiers résultats des élections générales donnent J.Lourenco en tête
- **Angola** : Azule Energy attribue des contrats de 900 MUSD à Saipem pour un projet gazier
- **Botswana** : Le Parlement amende la loi régissant le fonctionnement de la Banque centrale
- **Malawi** : La Banque centrale ne dévaluera pas prochainement la devise locale
- **Zambie** : La Banque centrale maintient son taux directeur à 9%

Zoom sur... l'enquête économique de l'OCDE sur l'Afrique du Sud

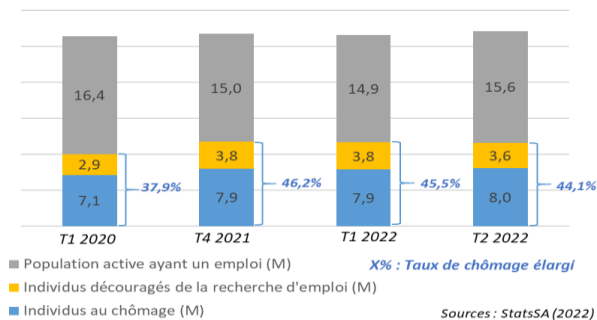
Le 25 août, l'OCDE a publié son enquête économique sur l'Afrique du Sud – *Economic Survey of South Africa*, dans lequel l'organisation internationale revient sur les différents freins structurels qui pèsent sur la croissance et formule une liste de recommandations.

L'OCDE recommande notamment une réforme de profondeur du système fiscal sud-africain afin d'augmenter durablement les revenus publics tout en réduisant les inégalités. Plusieurs propositions sont évoquées : i) une hausse du taux de TVA (actuellement à 15%), accompagnée de transferts ciblés pour limiter l'impact sur le pouvoir d'achat des plus démunis ii) la suppression des nombreuses exemptions fiscales (exonération pour l'assurance-vie et l'épargne retraite, allègements pour les retraités, nombreuses déductions pour les frais médicaux, etc.), bénéficiant prioritairement aux plus hauts revenus et qui mettent à mal la progressivité du système iii) une réduction du taux d'imposition des entreprises (aujourd'hui de 27%) pour favoriser le développement du secteur privé et attirer les investissements. Par ailleurs, le rapport évoque la forte exposition du gouvernement aux entreprises publiques qui continue de représenter un risque significatif sur la soutenabilité de la dette et des finances publiques – en ce sens l'OCDE appelle à accélérer la privatisation de certaines entités, à améliorer les processus d'audit et de contrôle et à renforcer le cadre de gouvernance pour éviter toute ingérence politique. Sur le plan de la corruption, les progrès sont jugés insuffisants avec une lenteur des enquêtes et un faible niveau de condamnation. Enfin, pour relancer les bases d'une croissance inclusive, l'OCDE met en avant une liste de mesures qui permettront de rehausser la productivité – investissements massifs dans les infrastructures et services publics de base (éducation, santé), ouverture à la concurrence, libéralisation du marché du travail, etc.

Afrique du Sud

Le chômage recule à nouveau au second trimestre 2022 (StatsSA)

Evolution de la structure de la population active



Selon StatsSA, le taux de chômage a atteint 33,9% de la population active au second trimestre 2022, contre 34,5% à la fin du premier trimestre. Il s'agit ainsi de la seconde baisse consécutive de l'indicateur : le marché du travail bénéficie en effet de la normalisation de l'activité économique de certains secteurs (tourisme notamment) et de la levée des dernières restrictions sanitaires début avril. L'économie a ainsi créé 684 000 emplois sur la période, dont près des deux tiers dans le secteur formel. Les secteurs qui ont le plus contribué à la création de postes de travail sont les services à la personne (+275 000), le commerce domestique (+170 000) et les services financiers (+128 000). A l'inverse, certains secteurs ont vu leur force de travail se contracter : l'industrie manufacturière (-72 000) et les transports (-54 000). Par ailleurs, le nombre d'individus découragés par la recherche d'emplois a diminué de 183 000 : le taux de chômage élargi a donc même reculé plus nettement, de près de 1,4 point pour atteindre 44,1%. Cette bonne performance a surpris les analystes qui tablaient sur une nouvelle hausse de l'indicateur (aux alentours des +0,5 point) – alors que les prévisions anticipent une contraction du PIB entre -0,8% et -1,1% sur la période (ralentissement de la demande mondiale, impact des inondations dans la région de Durban et recrudescence des délestages électrique). Toutefois, il convient de rappeler

que le taux de chômage demeure à des niveaux records (+3,9 points comparativement au premier trimestre 2020) et que le déficit d'emploi depuis le déclenchement de la crise atteint toujours 800 000 emplois.

L'inflation accélère à nouveau et atteint près de 8% au mois de juillet (StatsSA)

Selon StatsSA, le taux d'inflation sur un an a atteint 7,8% au mois de juillet, après 7,4% au mois de juin. Il s'agit du quatrième mois consécutif de progression de l'indicateur qui atteint un point haut depuis treize ans. Les postes qui ont le plus contribué à la hausse des prix sont les transports (+25% soit une contribution positive de 3,4 points) et les denrées alimentaires (+9,7% soit +1 point). La publication de ces données, le 24 août, a coïncidé avec une journée de protestation contre la hausse du coût de la vie, à l'appel des deux principaux syndicats du pays (COSATU et Saftu). Ces derniers reprochent notamment au gouvernement son inaction face à l'érosion du pouvoir d'achat des ménages, qui touche principalement les plus démunis. Si la mobilisation est restée limitée (manifestations timides dans les villes du Cap, de Durban et de Prétoria), elle témoigne du climat social particulièrement tendu dans le pays.

Le Trésor sud-africain rehausse le budget alloué aux infrastructures (NT)

Le 18 août, le ministre des Finances, Enoch Godongwana a rappelé les grandes mesures du gouvernement pour relancer l'investissement lors de la conférence *Infrastructure Indaba*. Il a notamment évoqué la hausse du budget pour le développement d'infrastructure du secteur public : 812 Mds ZAR (48 Mds EUR) sur la période d'avril 2022 à avril 2025, contre 627 Mds ZAR (37 Mds EUR) lors des trois dernières années, soit une hausse de +30%. Il a également souligné la volonté de redynamiser les Partenariat Public Privé (via notamment une simplification du cadre réglementaire) – alors que leur valeur est passée de 11 Mds ZAR en 2011 à moins de 6 Mds ZAR en

2020. A noter que le plan National de Développement a fixé des objectifs particulièrement ambitieux en matière d'investissement, avec une cible de formation brute de capital fixée à 30% du PIB à l'horizon 2030 – alors que cette dernière n'a cessé de diminuer ces dernières années pour atteindre un point bas de 13% en 2021.

Le câble sous-marin de Google arrive en Afrique du Sud (Ecofin)

Le câble internet sous-marin Equiano de Google et Alcatel est arrivé à Melkbosstrand, à proximité de la ville du Cap, le 8 août dernier. Cette dernière étape achève son parcours depuis le Portugal le long de la côte ouest de l'Afrique – Togo, Nigéria, Namibie et l'île de Saint Hélène, reliée pour la première fois par un câble sous-marin. Telkom, opérateur public des télécoms sud-africain et leader de la fibre dans le pays (166 km de fibre), est en charge de la station d'atterrissage – via sa filiale Openserve – et du déploiement de câble sur l'ensemble du territoire sud-africain. L'arrivée d'Equiano coïncide également avec les travaux sur le plus long câble sous-marin du monde, 2Africa, soutenu par Meta (ex-Facebook). 2Africa reliera l'Afrique, l'Asie et l'Europe – avec des arrivées prévues en Afrique du Sud dans le Western Cape, le Eastern Cape et le Kwazulu Natal – et sera mise en ligne au cours de l'année 2024. Le développement des câbles sous-marins dans la région permettra de répondre à la demande croissante de connexion haut-débit en Afrique du Sud, le nombre de foyers raccordés à la fibre étant passé de 31,8k en 2015 à 1,38M en 2021, soit une augmentation de plus de 3 500%.

Le ministère de la justice renforce la police des chemins de fer sud-africains (Business Day)

Le ministre de la Justice sud-africain, Ronald Lamola, a approuvé l'octroi du statut de gardien de la paix aux agents de sécurité de l'entreprise publique de transport ferroviaire et de logistique, Transnet. Cette nouvelle habilitation

permettra aux agents de l'entreprise de procéder à des arrestations et d'assister l'autorité nationale chargée des poursuites judiciaires. Ils seront également habilités à fouiller les locaux, les installations et les personnes, à remplir les registres pour s'assurer que les suspects sont correctement inculpés et à participer aux enquêtes. L'objectif principale de cette nouvelle mesure est de protéger le réseau ferroviaire et le réseau de pipelines, infrastructures essentielles sur le plan économique largement mis sous tension. Transnet Freight Rail a connu une augmentation exponentielle du nombre d'incidents au cours des cinq dernières années. Plus de 1 500 km de câbles ont été volés, ce qui représente une augmentation de 1 096 % en cinq ans, avec un impact financier estimé à plus de 85 Mds ZAR (5 Mds USD).

Angola

Les premiers résultats des élections générales donnent J.Lourenco en tête (CNE)

Le 24 août, les angolais étaient appelés aux urnes dans le cadre des élections générales qui décideront de la composition du Parlement et du prochain Président. Selon les résultats préliminaires de la Commission Electorale Nationale (avec près de 90% des bulletins dépouillés), Jao Lourenço, candidat du Mouvement Populaire pour la Libération de l'Angola (MPLA), au pouvoir depuis 5 ans, serait en tête avec environ 52% des voix. Ce dernier a axé sa campagne sur la poursuite des réformes économique (renforcement du climat des affaires, rationalisation des dépenses publiques, privatisation des entreprises publiques, etc.) et de la lutte anti-corruption. Le principal parti d'opposition, l'UNITA avait promis davantage de mesures sociales et redistribution dans un pays où plus de la moitié de la population vivait sous le seuil international de pauvreté (1,9 USD par jour) en 2021.

Azule Energy attribue des contrats d'une valeur de 900 MUSD à Saipem

pour un projet gazier en Angola (Petro Angola)

La société italienne Saipem a remporté 3 nouveaux contrats de service importants pour le *New Gas Consortium* (NGC) dirigé par Azule Energy (Eni Angola et & BP Angola), pour le développement des champs gaziers de Quiluma et Maboqueiro, situés au large de l'Angola. L'acteur italien a gagné un contrat *onshore* et 2 autres contrats *offshore*, d'une valeur globale d'environ 900 MUSD. Saipem sera responsable de l'ingénierie, de l'acquisition et de la construction, ainsi que de l'assistance au raccordement et à la mise en service de la plateforme Quiluma et d'une usine de traitement du gaz naturel. Le projet disposera d'une ligne de raccordement à l'usine angolaise de GNL où le gaz sera converti et condensé pour la consommation et la commercialisation. Les autres membres du consortium NGC comprennent la compagnie pétrolière angolaise Sonangol P&P (19,8%), Chevron (31%) et TotalEnergies (11,8%). L'exploration et le développement des champs de Quiluma et de Maboqueiro marquent une étape importante dans l'histoire de l'industrie pétrolière angolaise et débloquent de nouvelles sources d'énergie inexploitées, fournissant un approvisionnement fiable en gaz au projet Angola LNG.

Botswana

Le Parlement amende la loi régissant le fonctionnement de la Banque centrale (Mmegi)

Le 1er août, le Parlement a adopté un amendement à la loi régissant le fonctionnement de la Banque centrale (*Bank of Botswana*). Le texte initial, révisé pour la dernière fois en 1996, avait été qualifié de « dépassé » par la ministre des Finances, Peggy O Serame. L'amendement vise notamment à promouvoir l'indépendance opérationnelle de l'institution monétaire et à renforcer son système de gouvernance – élargissement des fonctions du conseil

d'administration, dissociation des fonctions de président du conseil d'administration et du directeur général, etc. Etabli avec l'assistance du FMI, la nouvelle loi permet au pays de s'aligner avec les recommandations et principes de la loi type pour les banques centrales établis par la *Southern African Development Community* (SADC) - *Central Bank Model Law*.

Malawi

La Banque centrale ne dévaluera pas prochainement la devise locale (Bank of Malawi)

Le 16 août, la Banque centrale (*Reserve Bank of Malawi*), dans un communiqué, s'est inquiétée des spéculations persistantes sur la devise locale, qui alimentent les pressions baissières sur le marché des changes. Dans ce contexte, elle indique, pour l'heure, vouloir maintenir la valeur du kwacha face à l'USD, jugeant que le taux atteint un niveau d'équilibre et que l'ajustement du mois de mai a été suffisant. L'institution monétaire avait en effet procédé à une dévaluation de 25% de la devise locale face à l'USD le 27 mai (pour atteindre la parité de 1 013 MWK pour 1 USD) - afin d'améliorer la compétitivité des exportations du pays et la liquidité sur le marché des changes. Par ailleurs, le communiqué rappelle les mesures structurelles mises en place par le gouvernement pour faire face à la situation de pénurie de devises dans l'économie – réforme de la législation portant sur le contrôle des devises, diversification des exportations (vers le secteur minier notamment), transformation du secteur agricole dans une logique de commercialisation, etc.

Namibie

Le déficit commercial se creuse significativement au second trimestre (NamStats)

La balance commerciale namibienne a enregistré un déficit commercial de 12 Mds NAD (715 M EUR) au second trimestre – contre de 3,7 Mds NAD l'année dernière à la même période. Cette évolution s'explique notamment par une très forte progression des importations (+56% à 33 Mds NAD), portées notamment par les produits pétroliers (+209% pour le premier poste d'importation). Parallèlement les exportations ont également progressé, mais à un rythme bien inférieur (+17% à 20 Mds NAD), portées notamment par l'industrie diamantifère (+83% - cours très élevés et mise en service de nouvelles capacités de production). A noter, à l'inverse, les mauvaises performances des ventes à l'export d'uranium (-60%).

Zambie

La banque centrale maintient son taux directeur à 9% (Bank of Zambia)

Le comité de politique monétaire de la banque centrale (*Bank of Zambia – BoZ*), qui s'est réuni le 17 août, a décidé de maintenir inchangé son taux directeur à 9%. L'institution monétaire a notamment considéré la nette décélération de l'inflation au second trimestre (10,5% en moyenne sur la période contre 14,1% au trimestre précédent). Par ailleurs, selon ses projections, la tendance devrait se poursuivre avec un retour de l'indicateur dans sa fourchette cible (6 à 8%) à l'horizon du premier trimestre 2024 – en lien avec la stabilisation du cadre macroéconomique suivant la conclusion escomptée du programme FMI. A noter que la BoZ a toutefois révisé à la baisse ses prévisions de croissance: elle table désormais sur une progression du PIB de 3,1% en

2022 (soit -0,4 point comparativement aux dernières estimations de mai).

Zesco lance un appel à manifestation d'intérêt de 50 MW d'énergie solaire

Le 19 août, l'électricien public Zambia Electricity Supply Corporation (Zesco) a lancé un appel à manifestation d'intérêt pour la construction d'une centrale solaire, d'une capacité de 50MW dans les provinces du Sud, de l'Ouest ou de Luapula. Cet important projet dans les énergies renouvelables permettra notamment de diversifier le mix électrique du pays alors que la majeure partie de l'électricité produite provient des centrales hydroélectriques (2,4 GW sur une capacité installée de 3 GW). Très dépendant des niveaux d'eau, ce mode de production d'énergie peut s'avérer moins prévisible et voit notamment ses capacités de production fortement réduites en saison sèche. Par ailleurs, ce projet participera aux ambitieux objectifs de réduction de l'empreinte carbone du pays – fixés à -30% à l'horizon 2025 le plan de développement Vision 2030. La Zambie entend ainsi développer ses productions d'énergies solaires, notamment au regard de son avantage comparatif en matière d'ensoleillement – et alors que le pays ne dispose à ce jour que de 91 MW de capacités installées en solaire. Parmi les centrales solaires mises en service ces dernières années figure celle de Bangweulu de 54 MW, développée par un consortium formé de l'IPP français Neon et l'investisseur zambien *Industrial Development Corporation* (IDC). La date limite pour cet appel d'offres est fixée au 2 septembre 2022.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international